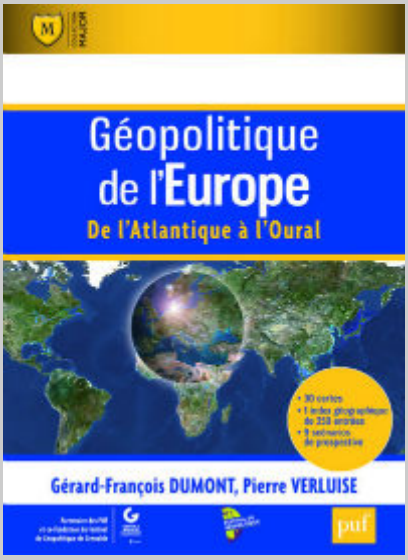
Diploweb.com recommande :



G-F Dumont et P. Verluise
Géopolitique de l'Europe. De l'Atlantique à l'Oural, PUF. 30 cartes, 1 index, 9 scénarios de prospective.

Face à l'expansion de Daesh en Libye et aux risques de déstabilisation du Sahel la réponse ne peut être uniquement militaire

dimanche 21 février 2016, par *Serge MICHAILOF*

L'auteur :

Auteur de « Africanistan, l'Afrique en Crise va t- elle se retrouver dans nos banlieues ? » Fayard octobre 2015.

Retrouvez l'article à cette adresse :
http://www.diploweb.com/Face-a-l-expansion-de-Daesh-en.html

Nous sommes confrontés au risque d'implosion d'une zone où vivent actuellement environ 100 millions d'habitants, qui seront 150 millions dans dix ans. Dans un contexte de forte insécurité, la France doit impérativement reprendre le contrôle d'une partie des considérables ressources qu'elle verse aux institutions d'aide internationales. Illustré de deux cartes et un graphique.

EN JANVIER 2013, le Mali, un pays de 18 millions d'habitants, considéré comme une démocratie modèle, qui affichait depuis dix ans plus de 7 % de croissance économique, s'effondre face à quelques centaines de djihadistes. Une intervention urgente de l'armée française évite la prise de Bamako, le kidnapping non plus de 3 ou 4 touristes mais de plus de 6000 de nos compatriotes, et l'instauration d'un califat analogue à celui qui s'est établi en Syrie et en Irak. Cet épisode constitue t-il simplement une nouvelle forme des éternels rezzou touaregs ? Ou révèle t- il au contraire une situation infiniment plus inquiétante ?

L'effondrement du Mali nous a fait prendre conscience de la fragilité du Sahel

L'irrédentisme touareg a certes de tous temps posé problème. Au Mali, depuis l'indépendance, révoltes et fragiles accords de paix se sont succédés entre gouvernements et représentants de populations du nord dont l'économie pastorale s'effondrait. La situation s'est aggravée au début des années 2000 avec l'irruption de groupes de l'ex GIA algérien pourchassés par l'armée algérienne. Mais le cas Malien est- il exceptionnel ?

Les menaces qui pèsent sur le Tchad ne sont pas moindres. Ce pays a subi dans le passé diverses invasions dont celles de la Libye de Kadhafi qui a pris un temps le contrôle de la fameuse bande d'Aouzou au nord. Les rébellions Touaregs et Toubous sont anciennes. Mais elles ont pris un caractère plus aigu depuis quelques années et ces groupes entretiennent une instabilité permanente dans tout le nord du pays. A l'est, le Tchad doit aussi se prémunir constamment de la menace de rebelles entretenus par le régime soudanais. Rappelons qu'en 2008, une colonne de ces rebelles est parvenue jusqu'aux portes du palais présidentiel à Ndjamena et n'a été repoussée que d'extrême justesse.

Cette fragilité est d'abord liée à la multiplicité des menaces externes

Au sud-est du Tchad, des groupes rebelles de la Séléka provenant de Centre Afrique entretiennent l'insécurité. Enfin au sud-ouest, Boko Haram fait peser une

menace existentielle sur le pays. Ses bandes ont en effet failli couper début 2015 la route qui relie Ndjamena au port de Douala par où passe la quasi totalité des approvisionnements du pays ; l'intervention d'une armée tchadienne heureusement aguerrie a pu repousser cette menace. Depuis, de sanglants attentats suicides se succèdent à Ndjamena…

Au Niger, les groupes djihadistes chassés du Mali par l'armée française et repliés dans le Fezzan libyen transitent régulièrement à travers le nord désertique vers le Mali et la Mauritanie, tout en menaçant au passage les mines d'uranium d'Arlit. A l'est, la région du Djado est une zone de non droit où s'affrontent des milices pour le contrôle de mines d'or artisanales. A l'ouest l'insécurité de la région de Kidal au Mali déborde régulièrement au Niger et menace toute la région de Tahoua.

La secte Boko Haram

Enfin, le grand risque pour ce pays est bien sûr constitué par Boko Haram qui contrôle de fait une région de la taille de la Belgique au nord est du Nigéria. Cette rébellion a fait en 2015 plus de 6000 victimes et tenu tête aux efforts de la première armée africaine, il est vrai gangrénée par la corruption. Attaqué désormais par une armée nigériane reprise en main par le nouveau président et par une coalition composée des armées tchadiennes, nigériennes et camerounaises soutenues par la France et les Etats Unis, il est probable que l'appareil militaire de Boko Haram sera très affaibli au cours de l'année 2016.

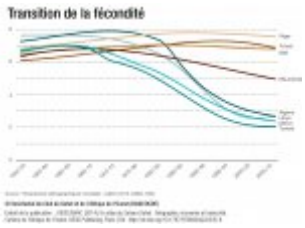
Mais, en ce cas, ses partisans vont essaimer au Niger où ils disposent de relais pour des raisons de proximité ethnique et linguistique. Ils sont parfaitement capables d'y mener une guerre asymétrique de longue durée, susceptible d'étendre à tout l'est de ce pays le chaos sécuritaire qu'ils font régner au nord est du Nigéria.

La fragilité intrinsèque des pays sahéliens rend particulièrement dangereuses ces menaces externes

A ces menaces externes déjà préoccupantes s'ajoutent des facteurs de fragilité internes d'autant plus inquiétants qu'ils sont analogues à ceux que l'on retrouve

dans un pays pourtant bien éloigné du Sahel aux plans géographiques et culturels, à savoir l'Afghanistan.

Le premier facteur de fragilité interne et sans doute le plus grave est **la démographie** hors de contrôle. Les pays du Sahel n'ont pas amorcé leur transition démographique, à la différence de tous les autres pays du monde, y compris musulmans comme le Bangladesh, l'Indonésie, l'Arabie Saoudite, enfin tous… sauf l'Afghanistan. Avec des taux de croissance de la population qui pour certains pays atteignent et vont dépasser 4 % par an, la population double tous les 18/20 ans.



Transition de la fécondité

Le Niger qui avait 3 millions d'habitants en 1960 en aura au minimum 42 millions dans 20 ans. Si son taux de fécondité se maintient au niveau qui a été le sien depuis 30 ans, il en aura 89 millions en 2050. Même si un programme ambitieux de contrôle des naissances se met en place en 2016 ce qui est bien douteux, la population de ce pays dépassera 60 millions en 2050, ceci dans un pays où seulement 8 % de la superficie est propice à l'agriculture.

A l'impasse démographique s'ajoute l'impasse économique.

Le Niger a aujourd'hui bien du mal à nourrir ses 20 millions d'habitants et on le voit difficilement en nourrir 42 millions dans 20 ans. D'une manière ou d'une autre, des évènements majeurs se produiront dans ce pays au cours des prochaines décennies : soit un drame malthusien de grande ampleur lié à un conflit, soit une hypothétique révolution agricole ou technologique. Mais sur les bases actuelles, ce pays va manifestement dans le mur. Et il n'est pas le seul dans la sous région. En fait l'impasse agricole est au Sahel analogue à celle à laquelle est confronté l'Afghanistan, dans les deux cas par suite de la difficulté des conditions naturelles, mais aussi faute de politiques appropriées et d'investissements tant publics que privés. De plus la situation au Sahel va s'aggraver sous l'impact du réchauffement climatique et de l'instabilité pluviométrique croissante qui en résultera.

Il ne faut donc pas s'étonner de l'ampleur de la misère rurale, avec des taux d'accès à l'eau potable inférieurs à 50 % et des taux d'électrification rurale de

l'ordre de 0,2 %. Au Mali, la carte de la répartition de la pauvreté montre que les régions les plus pauvres (Mopti/ Sikasso) ont un bon potentiel agricole, et que c'est la région de Kayes qui exporte sa main d'œuvre en France qui s'en tire le mieux, ainsi que celle de Kidal où régnaient les trafics (cigarettes, voitures volées, cocaïne provenant d'Amérique latine et migrants), actuellement gênés par la présence de l'armée française….

Sur l'impasse économique se greffe un islam extrémiste radical qui se substitue à l'islam traditionnel

Tout comme dans l'Afghanistan enclavé, la combinaison d'une agriculture stagnante et d'une absence d'industries manufacturières conduit au Sahel à **un chômage et un sous emploi dramatiques**. Au Niger la cohorte des jeunes arrivants sur le marché de l'emploi est de 240 000 par an, en Afghanistan de 400 000 ; au Niger dans 20 ans elle sera de 576 000. Où sont et où seront les emplois ?

A ceci s'ajoute comme en Afghanistan un approfondissement des fractures ethniques, la dissémination des armes, un vide sécuritaire dû à l'immense faiblesse de tout l'appareil régalien. Ce contexte favorise l'émergence de systèmes mafieux qui tout comme en Afghanistan se substituent à un Etat largement absent pour assurer les fonctions de base que sont la justice, la police et l'action sociale de proximité.

L'ordre mafieux s'appuie sur **l'idéologie totalitaire que constitue l'islam radical**. Le Wahhabisme n'est pas un phénomène nouveau au Sahel. Depuis des décennies des fondations du Golfe financent mosquées et écoles coraniques, tout comme elles ont historiquement financé au Pakistan les mosquées et madrasas qui fournissent les contingents talibans sévissant tant en Afghanistan que maintenant au Pakistan.

Cet islam radical se substitue dans les zones musulmanes au paisible islam soufiste traditionnel. Il propose une idéologie séduisante, fondée sur un retour à la pureté supposée de traditions moyenâgeuses. Devenu l'idéologie des divers groupes djihadistes locaux qui associent trafics, rackets, actions caritatives et prosélytisme religieux, il offre les seules perspectives réalistes d'insertion sociale et de réussite économique à une jeunesse désorientée.

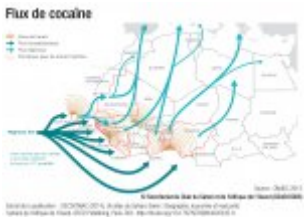
L'implosion de la Libye et l'irruption de Daesh constituent des éléments aggravants

L'effondrement de la Libye où s'étend désormais Daesh offre aux groupes

djihadistes des zones de repli et de ravitaillement actuellement inexpugnables. Les liens se tissent entre la franchise libyenne de Daesh qui recrute de jeunes sahéliens et les groupes djihadistes du nord du Sahel. La technologie des mines artisanales IED [1] commence ainsi à se diffuser depuis l'Irak où ces mines ont décimé les forces américaines, vers la Libye et maintenant le Sahel.

Les deux puissances régionales qui pourraient intervenir en Libye sont aux abonnés absents : L'Egypte est engluée dans sa lutte contre les frères musulmans et confrontée au Sinaï à des groupes bédouins se réclamant de Al Quaida. La classe dirigeante algérienne de son côté se déchire dans une lutte pour la succession du président Bouteflika sur un arrière plan économique désastreux. Enfin la Tunisie est maintenant directement menacée, sa démocratie constituant un phénomène inacceptable pour l'islam radical.

Une implosion du Sahel provoquerait des migrations régionales de grande ampleur et déstabiliserait les dominos que constituent les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest dont nous avons pu mesurer les fragilités lors de la crise ivoirienne des années 1997/2011. La forte croissance économique de ces pays, tirée depuis le début des années 2000 par la hausse des matières premières, masque l'insuffisance des créations d'emploi face à une démographie galopante. L'irruption massive de migrants sahéliens y exacerberait les tensions politiques qui ont déchiré la Côte d'Ivoire depuis la mort du Président Houphouët Boigny et qui agitent périodiquement le Nigéria.



Flux de cocaïne en Afrique de l'Ouest

Les enjeux géopolitiques au Sahel deviennent ainsi considérables au plan régional et aussi pour la France. Nous ne sommes plus confrontés à des soubresauts mineurs intervenant dans des Etats sans importance où un bataillon d'infanterie de marine pouvait rétablir l'ordre en quelques jours. **Nous sommes confrontés au risque d'implosion d'une zone où vivent actuellement environ 100 millions d'habitants, qui seront 150 millions dans dix ans**. Une implosion de cette région francophone quatre fois plus peuplée que la Syrie ne serait pas sans conséquences sur les rythmes de migration vers notre pays.

L'armée française est elle dans une impasse au Sahel ?

La France est au Sahel en première ligne, engagée dans une intervention militaire dont on ne voit pas l'issue. L'opération Barkane qui a succédé à l'opération Serval tente d'aider à sécuriser une zone immense couvrant cinq pays, correspondant à une superficie d'environ 10 fois celle de la France, ceci avec 3500 hommes… Cette approche permet de gagner un peu de temps. La question est pour quoi faire ?

L'urgence serait de consolider les éléments de fragilité internes des pays sahéliens pour permettre à ceux-ci de faire face tant aux menaces internes qu'externes. Ceci implique en priorité des actions visant à ***créer des emplois*** , car c'est l'absence d'emplois qui conduira les jeunes sahéliens, faute d'alternative, à rejoindre en masse, comme le font les jeunes afghans, les groupes djihadistes qui offrent des salaires attractifs et les seules perspectives d'ascension sociale.

La seule option à court terme est pour cela de **lancer d'ambitieux programmes de développement rural** fondés sur des actions de réhabilitation foncière, d'investissements massifs en routes rurales, petite irrigation, électrification, intensification agricole, appui au pastoralisme, etc. A ces actions doivent s'ajouter des programmes permettant de maitriser la fécondité qui est de l'ordre de 7,5 enfants par femme au Sahel pour la ramener progressivement aux taux du Maghreb qui sont inférieurs à 2,5.

Une seconde priorité serait de consolider au plus vite, voire de ***reconstruire, les appareils régaliens*** des pays sahéliens : armée, gendarmerie, police de proximité, justice, administration territoriale, etc. Car seuls des appareils régaliens locaux remis à niveau sont susceptibles de stabiliser ces pays. Le recours pour ce faire à des forces militaires étrangères ne peut en effet conduire qu'à l'impasse où se sont retrouvées les forces occidentales en Afghanistan, où de « sauveurs », elles ont vite été perçues comme des occupants.

Où est la cohérence de la stratégie française ?

L'expérience nous a appris, en Afghanistan comme en Irak, que les modes traditionnels de renforcement des appareils régaliens, fondés sur des programmes de formation et des dons de matériel sont sans effet. Nous avons appris qu'il faut en réalité **reconstruire les institutions concernées en réintroduisant le principe du mérite dans la sélection des cadres et de la performance dans leur promotion**. Il importe en effet de sortir ces institutions du cadre clientéliste qui les condamne à l'inefficacité. Le cas de l'armée irakienne est un exemple caractéristique de ce qu'il ne faut pas faire.

Nous avons au contraire des exemples remarquables de réussite en matière de reconstruction institutionnelle, même en Afghanistan, où ils ont été toutefois trop

rares par suite du désintérêt du président Karzaï pour y avoir un réel impact. Nous savons en particulier que pour mettre de l'ordre dans ces institutions il faut accepter de financer au moins temporairement tant leur remise à niveau que leur fonctionnement.

Il faut pour cela des ressources, que l'on ne peut guère espérer trouver que dans les budgets de notre aide au développement. Malheureusement, **la France a progressivement transféré l'essentiel de ses ressources d'aide aux institutions européennes et internationales**. Ainsi sur les 2.8 milliards d'euros d'effort budgétaire français en matière d'aide au développement, 1,7 sont versés à ces institutions internationales et compte tenu de divers autres engagements, notre pays ne dispose au final que d'environ 200 millions d'euros pour des dons d'aide bilatérale, ceci pour servir 16 pays bénéficiaires. Cela laisse environ une douzaine de millions d'euros par pays sahélien… de quoi permettre à nos ambassadeurs de couper quelques rubans.

Cette politique, compréhensible si l'on considère que notre aide n'a qu'un objectif caritatif, est déraisonnable si l'on comprend que l'aide est avant tout un instrument d'intervention géopolitique, comme le savent toutes les puissances mondiales. Il suffit d'examiner les grands bénéficiaires de l'aide américaine (Israël et l'Egypte), ou de l'aide chinoise ou saoudienne, pour comprendre que nous sommes sans doute le dernier pays avec la Suisse et les pays nordiques à croire que l'aide au développement est exclusivement destinée à lutter contre la pauvreté dans le monde.

Notre politique de coopération s'est fourvoyée

La division du travail en Afghanistan entre forces militaires qui « tuaient les méchants [2] » et aides internationales qui s'occupaient de lutter contre la pauvreté a débouché sur un désastre. Le malheur est que cette division du travail est à nouveau à l'œuvre au Sahel et que l'on ne voit pas pourquoi elle pourrait y être plus efficace qu'en Afghanistan. Ces institutions d'aide ont échoué en Afghanistan pour de multiples raisons, mais en premier lieu car elles ne se sont pas occupées des questions qui étaient essentielles pour la stabilisation de ce pays, tout comme elles le sont au Sahel.

En Afghanistan, pendant la période cruciale allant de 2002 à 2007, seules 5 % des ressources d'aide ont été consacrées au développement agricole d'un pays où comme au Sahel, 80 % de la population est rurale. En matière de régulation des naissances, c'est bien pire. Les institutions multilatérales ne s'intéressent pas à ce sujet, les financements qu'elles y consacrent au niveau mondial ne dépassant pas

0,2% de leurs ressources. Enfin pour la consolidation des institutions régaliennes, leurs règles internes leur interdisent de financer armées, gendarmeries, polices, fonctionnaires, etc. Seule l'union européenne s'y essaie, mais sans expertise et avec les lourdeurs qu'on lui connait.

Il n'y aura pas de stabilisation au Sahel sans une reprise en main de l'aide à ces régions

La France doit impérativement reprendre le contrôle d'une partie des considérables ressources qu'elle verse aux institutions d'aide internationales. Cette reprise de contrôle n'exige nullement une réduction de nos contributions à ces organismes. Elle exige la généralisation de la politique habilement suivie par les britanniques qui est fondée sur ce que l'on appelle le « bi-multi ». Cette approche suppose que les ressources bilatérales doivent non pas servir à financer de petits projets sans impact, mais à mobiliser les considérables ressources multilatérales *et ceci pour des objectifs et selon des modalités définies par le donateur bilatéral, en l'occurrence, la France*.

Les instruments permettant cette reprise de contrôle sont divers, mais les plus importants sont les « fonds fiduciaires dédiés », qui correspondent à des comptes où les donateurs doivent accepter de verser une part de leurs ressources et d'en confier la gestion à des instances de gouvernance appropriées. Cette formule permettrait à la France, qui devrait jouer un rôle clé au sein de ces instances, de retrouver l'essentiel du pouvoir de décision sur des montants considérables.

Un tel abondement de ces fonds ne peut se faire sans difficulté et implique une négociation. Cette négociation devrait avoir pour objectif de lever annuellement auprès des institutions multilatérales et européennes [3] au minimum **un milliard d'euros pour le Sahel**, qui devrait être scindé en deux fonds : l'un destiné au financement de vastes programmes de développement rural incluant des actions de planning familial, l'autre à la remise à niveau et à la participation au financement courant des dépenses de sécurité des Etats sahéliens.

Une telle négociation est parfaitement possible

Il faudra certes pour parvenir à cet objectif tordre quelques bras. La France a su le faire dans le passé en 1993 et 1994, lorsque ses intérêts étaient en jeu lors de la dévaluation du franc CFA. La partie française n'a alors pas hésité pour faire passer son message, à exiger que tombent quelques têtes au sein de la hiérarchie de la Banque mondiale…

Dans un contexte où nos ressources militaires sont dangereusement éparpillées entre 5 pays sahéliens, la Syrie, l'Irak et la surveillance des points sensibles en France, au moment où la menace posée par **Daesh en Libye devient sans doute le principal danger géopolitique auquel nous allons être confrontés**, nous ne pouvons plus poursuivre en matière d'aide à ces pays sahéliens, auxquels il faut aussi ajouter la Tunisie, une politique fondée sur les bons sentiments, l'émotion et les soucis d'affichage. **Il nous faut désormais la fonder sur une froide analyse géopolitique et une saine appréciation de nos intérêts directs**, si l'on veut éviter un enlisement de nos forces au Sahel et la déstabilisation de cette région.

Février 2016-Michailof/ Diploweb.com

Plus

Serge Michailof, Africanistan, éd. Fayard, 2015

4e de couverture

En 2050, l’Afrique sera plus peuplée que la Chine, mais les jeunes en âge de travailler y seront trois fois plus nombreux et les emplois manqueront encore plus cruellement qu’aujourd’hui. Or le chômage massif de jeunes à demi scolarisés constitue l’une des principales explications de l’effondrement dramatique de l’Afghanistan, la Syrie ou l’Irak. Le Sahel francophone est une zone d’immense fragilité, dont les caractéristiques rappellent l’Afghanistan. Nous ne voulons voir que l’Afrique en progrès, celle qui offre de nouveaux marchés et regorge de matières premières. Mais l’Afrique en crise existe toujours et se comporte comme un cancer, envoyant ses métastases dans les pays voisins, et jusqu’en Europe. Bien naïf celui qui croira que la charité et les interventions militaires suffiront à éteindre l’incendie qui couve dans ces zones déshéritées. Nous ne pourrons rester longtemps indifférents : pour ne pas être nous aussi victimes de ces métastases, tentons de comprendre la réalité, et réfléchissons à ce qui peut encore être envisagé pour endiguer le feu et éviter que l’Afrique en crise n’arrive dans nos banlieues.

Chercheur à l’IRIS, enseignant à Sciences Po et conseiller de plusieurs gouvernements, Serge Michaïlof a été l’un des directeurs de la Banque mondiale et le directeur des opérations de l’Agence française de développement (AFD). Son dernier ouvrage, Notre maison brûle au Sud (Fayard, 2010), a reçu le prix Jean-Michel Gaillard.

Voir le livre sur le site des éditions Fayard.

. Le 8e Festival de Géopolitique de Grenoble a pour thème les Dynamiques africaines. En savoir plus.

Notes

[1] IED : « Improvised explosive devices », mines artisanales commandées à distance par radio ou téléphone portable.

[2] “Killing bad boys” selon l’expression consacrée.

[3] Qui rappelons le reçoivent de notre pays environ 1,7 milliard d‘euros par an.